

CHUT, NE LE DITES A PERSONNE... OU PRESQUE !

>> Un CRS à une lycéenne : "Si j'écoutais mes pensées, tu ne serais plus là maintenant"

Le 18 septembre, lors de la journée de mobilisation intersyndicale contre le projet de Budget, la jeunesse s'est aussi mobilisée à Caen. Des lycéen·nes ont décidé de bloquer l'accès à leur établissement pour faire entendre une colère légitime face à un ensemble de mesures antisociales envisagées par le gouvernement... Celui qui a changé mais qui reste le même.

Malheureusement, l'appel à l'intervention de la police devant les lycées est devenu la norme pour les proviseur·es, avec le lot de violences qui l'accompagne : gaz lacrymogènes, coups de matraque et intimidations. Le titre de notre article est un exemple sidérant ! C'est ce qui arrive lorsque des hommes armés sont encouragés par les éditorialistes et les politiques à mater une jeunesse "ensauvagée".

>> PPMS et rétention de sacs d'ados

Pendant que la police violentait des enfants suite à son appel, un proviseur a profité de la confusion pour prendre plusieurs sacs posés à l'extérieur du lycée. Il les a apportés dans son bureau pour qu'ils soient fouillés par la BAC. Il a gardé une partie des sacs jusqu'au lendemain. Nouvelle manifestation l'après-midi devant le lycée, le proviseur prend peur et déclenche le PPMS intrusion alors

Novembre 2025

qu'aucune personne extérieure n'est entrée dans l'établissement. Nous considérons que les actes de ce proviseur n'ont fait qu'envenimer la situation.

[Plus de détails sur notre site.](#)

>> Contractuel·les vs brigades

Dans les écoles, on commence à s'habituer à ce que l'automne rime avec dysfonctionnement. Depuis quelques années, en manque de personnel, l'administration greffe des dizaines de brigades à la rentrée de septembre sur des remplacements à l'année... Des nominations de dernière minute qui exigent pour les brigades de gérer l'urgence du lendemain en même temps que la planification (des projets, des suivis, des évals...) sur un temps long. Toutefois, l'administration a recruté en octobre plus de 40 contractuel·les afin de libérer les remplaçant·es avant la saison hivernale et son lot d'arrêt maladies contagieuses.

Pour les élèves, de nouveaux/elles enseignant·es en cours d'année. Parfois découvrant le métier : "mais chut, chut !" dit l'IEN menaçant à la directrice. "Vous n'avez pas intérêt de le faire savoir aux parents, sinon Par contre je compte sur votre équipe pour l'accueillir convenablement et l'épauler". "Pas le choix, on va pas la laisser se démerder!" soupire une équipe déjà surchargée. Les PE brigades peuvent être soulagé·es ou dégoûté·es de se voir

déraciné·es alors qu'on leur avait dit : "C'est pour l'année !". Un beau mépris pour leur investissement acharné.

Pourquoi cette vendange de contractuel·les est-elle si tardive alors que les besoins sont connus ? Pourquoi ne pas titulariser davantage de candidat·es aux concours au lieu de les recruter ensuite avec des contrats précaires ? Pour conserver plus de noisettes ! répond le ministère. Les temps sont durs... alors on taillera 4000 postes l'année prochaine.

>> Résidences IEN, j'irai manger chez vous

École primaire toujours. Nous avons des retours depuis plusieurs départements qui témoignent d'une nouvelle pratique de la part des équipes de circonscription : la "résidence"... ou les "chantiers pédagogiques".

Le principe est simple : l'IEN et son équipe s'invitent dans votre école pour une journée ou une semaine. Iels s'installent pour travailler, discuter à la récré, entrer dans votre classe ou même manger avec vous le midi ! Évidemment, c'est en toute bienveillance, ne soyez pas paranos à voir cela comme une forme de contrôle...

Sauf que, dans certaines zones, les écoles choisies le sont explicitement en fonction de résultats "moins bons" aux évaluations nationales. Dans d'autres : pour "constater l'adéquation des résultats aux évaluations nationales et les pratiques pédagogiques".

Sans doute qu'iels vous le diront avec gentillesse que les "moins bons" résultats sont de votre faute !

>> Chotteau déchu et maintenant exclu.

Par décret du 25 août, l'ancien DASEN adjoint a été exclu de l'ordre des Palmes académiques. Cette distinction, aussi bidon qu'une Légion d'honneur, est censée récompenser les services exceptionnels rendus au sein de l'Éducation nationale. Ce camouflet est uniquement symbolique, ce n'est pas grand chose mais on apprécie tout de même le retour du bâton contre celui qui se rêvait éleveur canin !

>> Le gel du point d'indice ne suffit plus, il faut aussi geler votre carrière !

Le député LR Philippe Juvin propose le gel des avancements automatiques des agent·es public/ques : "*Un gel des avancements automatiques d'échelons et de grades pourrait être envisagé pour limiter la dynamique salariale*". Mais si, vous savez la dynamique qui vous permet de vous acheter des yachts, des jets privés et des résidences secondaires à gogo. À moins qu'il n'ait confondu avec la dynamique actionnariale...

>> Appel à témoignages

SUD éducation est à l'initiative d'une campagne sur les effectifs scolaires. Pour cela, nous voulons mettre en valeur la meilleure qualité de l'enseignement constatée par nos collègues à l'occasion de classe réduite. Si cela vous est arrivé, veinard·es, à un moment de votre carrière, vous pouvez entamer votre histoire avec une phrase du style : "Quand j'avais moins d'élèves, voilà ce que je pouvais faire, ou mieux."

Envoyez vos récits à sudeduc14@free.fr

À vos stylos ! À vos claviers !

Si vous aussi vous vivez des aventures extraordinaires, si vous voulez faire part d'un coup de gueule, d'un témoignage, d'une info ou proposer un dessin, écrivez à : sudeduc14@free.fr